

Unité bi-départementale Landes et Pyrénées-Atlantiques
6, allées marines
64 100 BAYONNE
ab64@developpement-durable.gouv.fr

Bayonne, le 26/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 13/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CEMEX GRANULATS SUD OUEST

3 rue Paul Langevin
ENORAPARK - Bâtiment C - Etage 1
33 600 Pessac

Références : Ubd40-64/2026D
Code AIOT : 0005204189

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 13/01/2026 dans l'établissement CEMEX GRANULATS SUD-OUEST implanté QRT CACHON 40500 Saint-Sever. L'inspection a été annoncée le 29/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Dans le cadre d'une cessation partielle d'activité une visite d'inspection a été programmée le 13 janvier 2026 pour faire un bilan de la situation administrative de l'établissement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEMEX GRANULATS SUD-OUEST
- QRT CACHON 40500 Saint-Sever
- Code AIOT : 0005204189
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CEMEX Granulats Sud-Ouest est autorisée à exploiter, par arrêté préfectoral DAECL n° 2017/141 du 12/04/2017, des installations de traitement des matériaux et des centrales d'enrobage au bitume de matériaux routiers sur le territoire de la commune de Saint-Sever, sur une superficie de 24,21 ha.

L'unité de traitement de matériaux est alimentée par la carrière voisine et traite environ 300 000 tonnes par an. Le site réalise aussi le recyclage de matériaux inertes provenant du BTP à hauteur de 28 000 t/an et traite près de 100 000 tonnes de bétons recyclés par an.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 02/12/2015, article L. 513-1	Sans objet
2	Caducité	Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-74	Sans objet
3	Cessation partielle d'activité	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 1.5.6	Sans objet
4	Installations, ouvrages et activités concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 4.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter s'avère nécessaire afin d'acter les différentes modifications non substantielles apportées aux installations depuis 2017.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 02/12/2015, article L. 513-1
Thème(s) : Situation administrative, droits acquis
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret.</p> <p>Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification.</p> <p>Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'État.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par arrêté préfectoral d'autorisation DAECL n° 2017-141 du 12 avril 2017, la société CEMEX Granulats Sud-Ouest a été autorisée à exploiter une installation de traitement de matériaux sur la commune de Saint-Sever au lieu-dit "Lagrange".</p> <p>L'arrêté préfectoral du 12 avril 2017 vise les rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées :</p> <ul style="list-style-type: none">• rubrique 2515-1 : installation de broyage, concassage, pulvérisation, ... la puissance des installations fixes étant de 3 000 kW - régime de l'autorisation ;• rubrique 2521-1 : centrale d'enrobage mobile au bitume de matériaux routiers à chaud d'une capacité maximale de 1 500 t/j - régime de l'autorisation ;• rubrique 2521-2a : centrale d'enrobage mobile au bitume de matériaux routiers à froid d'une capacité maximale de 5 000 t/j - régime de l'autorisation ;• rubrique 2517 : station de transit de produits minéraux d'une superficie de 119 000 m² - régime de l'autorisation ;• rubrique 2915-2 : procédé de chauffage utilisant comme fluide caloporteur des corps organiques combustibles d'une capacité de 2400 litres - régime de la déclaration ;• rubrique 4801-2 : stockage de goudron d'une capacité de 150 tonnes (centrale d'enrobage mobile) - régime de la déclaration. <p>Les rubriques visées par l'arrêté du 12 avril 2017 ont été modifiées par différents décrets :</p> <ul style="list-style-type: none">• La rubrique 2515 a été modifiée en dernier lieu par le décret 2018-900 du 22 octobre 2018. Le régime de l'autorisation a été supprimé au profit de celui de l'enregistrement ;• La rubrique 2521 a été modifiée en dernier lieu par le décret 2019-292 du 09 avril 2019. Le régime de l'autorisation a été supprimé au profit de celui de l'enregistrement ;• La rubrique 2517 a été modifiée en dernier lieu par le décret 2018-458 du 06 juin 2018. Le régime de l'autorisation a été supprimé au profit de celui de l'enregistrement ;• La rubrique 2915 a été modifiée en dernier lieu par le décret 2020-559 du 12 mai 2020.

Concernant les rubriques 2521, 2915 et 4801 il a été constaté (voir point 2 du présent rapport) la caducité de l'autorisation d'exploiter.

Concernant les rubriques 2515 et 2517 les installations concernées relèvent du régime de l'enregistrement. De ce fait, en application de l'article L. 512-7-3, en l'absence d'abrogation, les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 avril 2017 sont regardées comme complémentaires aux dispositions suivantes de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de broyage, concassage, criblage, etc., relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2515 de la nomenclature des installations classées, y compris lorsqu'elles relèvent également de l'une ou plusieurs des rubriques n° 2516 ou 2517.

L'article 1 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 précise que "*les installations soumises aux rubriques n° 2516 ou 2517 de la nomenclature des installations classées, qui relèvent également du régime d'enregistrement de la rubrique n° 2515, sont entièrement régies par le présent arrêté.*" L'arrêté ministériel du 10 décembre 2013 relatif aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2517 ne s'applique pas aux installations existantes.

À la lecture des vus et considérant de l'arrêté préfectoral du 12 avril 2017, il apparaît que le dossier de demande d'autorisation a été déposé le 16 août 2011, puis complété les 16 juillet 2012 et 29 mars 2016.

En application de l'article 1 de l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012, les installations existantes sont les installations dont la demande est antérieure à la date de publication de l'arrêté ministériel.

L'installation exploitée par CEMEX est donc considérée comme une installation existante.

Une mise à jour des prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 12 avril 2017 s'avère nécessaire pour acter les modifications apportées aux installations.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Le site est soumis à enregistrement pour les rubriques 2515 et 2517 de la nomenclature des ICPE. L'exploitation des installations est encadrée par les dispositions de l'arrêté ministériel du 10 décembre 2012 précité.

L'exploitant doit :

1. en application de l'article L. 181-14 du code de l'environnement transmettre un porter à connaissance sur les modifications apportées aux installations ;
2. se positionner sur une éventuelle demande d'abrogation des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 12 avril 2017.

Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 06/07/2024, article R. 512-74
Thème(s) : Situation administrative, caducité
Prescription contrôlée : I. - L'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans. Le délai de mise en service est suspendu jusqu'à la notification à l'auteur de la décision administrative ou à l'exploitant, dans les deux premières hypothèses, d'une décision devenue définitive ou, dans la troisième, irrévocable en cas de : <ul style="list-style-type: none">1° Recours devant la juridiction administrative contre l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration ;2° Recours devant la juridiction administrative contre le permis de construire ;3° Recours devant un tribunal de l'ordre judiciaire, en application de l'article L. 480-13 du code de l'urbanisme, contre le permis de construire ayant fait l'objet d'un dépôt de demande simultané conformément au premier alinéa de l'article L. 512-15 du présent code. II. - En application de l'article L. 512-19, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai, l'arrêté d'autorisation, l'arrêté d'enregistrement ou la déclaration cesse de produire effet lorsque l'exploitation a été interrompue pendant plus de trois années consécutives, à la suite d'un constat de l'inspection des installations classées ou d'une information de l'exploitant. Le préfet peut alors mettre en demeure l'exploitant de procéder à la cessation d'activité de son installation, ou de la partie concernée de son installation, au sens de l'article R. 512-75-1. Le projet d'arrêté de mise en demeure est communiqué préalablement par le préfet à l'exploitant qui dispose d'un mois pour présenter ses observations éventuelles par écrit.
Constats : Il a été constaté lors de la visite d'inspection du 13 janvier 2026 que les centrales d'enrobage mobile à chaud et à froid, relevant de la rubrique 2521, et les installations connexes relevant des rubriques 2915 et 4801, n'ont pas été mises en service dans un délai de 3 ans suivant la notification de l'arrêté préfectoral DAECL n° 2017-141 du 12 avril 2017. En application de l'article R. 512-74 du code de l'environnement l'arrêté préfectoral du 12 avril 2017 précité cesse de produire effet en ce qui concerne les installations classées relevant des rubriques 2521, 2915 et 4801 de la nomenclature.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 1.5.6

Thème(s) : Situation administrative, Cessation partielle d'activité

Prescription contrôlée :

Sans préjudice des mesures de l'article R.512-74 du code de l'environnement, pour l'application des articles R.512-39-1 à R.512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : zone naturelle.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur déterminé conformément au premier alinéa du présent article, aux dispositions du code de l'environnement applicables à la date de cessation d'activité des installations et prenant en compte tant les dispositions de la section 1 du Livre V du Titre I du chapitre II du Code de l'Environnement, que celles de la section 8 du chapitre V du même titre et du même livre.

Constats :

Par courrier en date du 24 mars 2025 l'exploitant a notifié la cessation partielle des activités sur les parcelles suivantes :

Commune	Lieux-dits	Section	Parcelles	Surfaces concernées m ²
St Sever	Lagrange	F1	48	5 970
			49	3 955
			50	771
			51	23 055
			54	3 225
			55	930
			311	12 054
			312	13 698
			314	6 762
			315	708
			316	22
			415pp	10 165

Un dossier de cessation d'activité MO/R1094 de juin 2025 a été transmis. Il comporte les attestations prévues aux articles R. 512-46-25 et R. 512-46-27 du code de l'environnement :

- ATTES-SECUR du 23 juin 2025 établie par l'entreprise RAMBOLL France certifiée dans le domaine des sites et sols pollués par le laboratoire national de métrologie et d'essais (certificat N° 3838 – 2 en date du 24 septembre 2025 valable jusqu'au 28 septembre 2030) ;

- ATTES-MEMOIRE du 23 juin 2025 établie par l'entreprise RAMBOLL France ;
- ATTES-TRAVAUX du 23 juin 2025 établie par l'entreprise RAMBOLL France ;

Le dossier comporte également les documents suivants :

- attestation du propriétaire sur les conditions de réaménagement du site ;
- avis favorable du maire, en date du 24 avril 2025, sur le projet de remise en état du site après exploitation.

Il a été constaté lors de la visite d'inspection du 13 janvier 2026 que les parcelles concernées par la cessation partielle d'activités, notifiée le 24 mars 2025, sont clôturées et que les conditions de remise en état en zone naturelle, prévues à l'article 1.5.6 de l'arrêté préfectoral du 12 avril 2017, ont été respectées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Installations, ouvrages et activités concernées par une rubrique de la nom

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2017, article 4.2.1					
Thème(s) : Situation administrative, Prélèvements et consommations d'eau					
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert et le lavage des matériaux en circuit ouvert interdits. Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé quotidiennement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et consultable par l'inspection des installations classées. Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie, aux exercices de secours, ou au remplissage des réserves artificielles visées à l'article 8.2.3. du présent arrêté sont autorisés dans les quantités suivantes :					
Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau (compatible SANDRE)	Prélèvement maximal annuel (*) (m³/an)	Débit maximal	
				Horaire	Journalier
Plan d'eau voisin de l'installation	Alluvions de l'Adour et de l'Echez, l'Arros, la Bidouze et la Nive	FG028	85 000	40 m³/h	560 m³/j
Réseau AEP	St Sever	/	100	/	/
Adour	L'Adour du confluent de l'Echez au confluent de la Midouze	FR327C	Secours du pompage principal		
(*) : le prélèvement effectif annuel, basé sur la somme des relevés hebdomadaires pour l'année civile, ne doit pas dépasser cette valeur Pour les prélèvements réalisés hors du réseau AEP, l'exploitant doit détenir une convention de fourniture, établie avec l'Établissement Public Territorial de Bassin en charge des opérations de soutien d'étiage sur le bassin de l'Adour.					
Constats : Nomenclature IOTA au titre de la loi sur l'eau : Depuis le 1 ^{er} mars 2017, la réforme de l'autorisation environnementale a modifié l'articulation des projets relevant des installations classées avec les procédures relevant de la loi sur l'eau qui ont pour objet une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau (article L.211-1 du code de l'environnement). C'est ainsi qu'un projet peut être soumis d'une part à la nomenclature ICPE et d'autre part à la nomenclature relative aux "Installations, Ouvrages, Travaux, Activités" relevant de la loi sur l'eau, dite nomenclature IOTA, au vu des impacts potentiels du projet sur l'eau et les milieux aquatiques.					

Articulation ICPE/IOTA et connexité :

Certaines dispositions liées à la connexité des IOTA avec les ICPE sont à prendre en compte pour définir quel régime s'applique à l'établissement :

- Pour un projet soumis à enregistrement (E) au titre des ICPE, cet enregistrement porte également sur les IOTA que leur connexité rend nécessaires à l'ICPE (E) ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients. Ils sont alors regardés comme faisant partie de l'ICPE et ne sont pas soumis aux procédures IOTA (article L.512-7 I bis du code de l'environnement) ;
- Pour un projet soumis à déclaration (D) au titre des ICPE, cette déclaration inclut les IOTA relevant de la déclaration que leur connexité rend nécessaires à l'ICPE (D) ou dont la proximité est de nature à en modifier notablement les dangers ou inconvénients (article L. 512.8 du code de l'environnement).

L'arrêté préfectoral du 12 avril 2017 autorise un prélèvement annuel de 85 000 m³ d'eau dans les alluvions de l'Adour (code SANDRE FG028), sans viser de rubrique IOTA.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre du porter à connaissance, demandé au point 1 du présent rapport, l'exploitant précise le régime de classement des prélèvements, connexes aux activités ICPE, relevant de la loi sur l'eau.

Type de suites proposées : Sans suite